

Grande-Bretagne auraient péri si nous n'avions pas fait cela.

Quelques MEMBRES: Oh non!

Un MEMBRE: Balivernes!

Un autre MEMBRE: Vous n'en croyez rien.

Le très hon. M. BENNETT: Non seulement je le crois, mais je le sais; j'ai examiné les chiffres du coût de production.

Un MEMBRE: Blagues!

Plusieurs MEMBRES: A l'ordre!

M. BRADETTE: Le très honorable premier ministre sait que plusieurs établissements industriels ferment leurs portes à cause de la politique douanière du Gouvernement actuel.

Le très hon. M. BENNETT: L'honorable député, dont les connaissances se sont augmentées récemment, doit être mieux renseigné que cela. La même chose s'est produite ailleurs. Chaque fois où il a été nécessaire, en vue de protéger,—j'emploie à dessein ce terme,—la vie industrielle, établie dans notre pays depuis plusieurs années, de se voir détruire par le déversement sur nos marchés des produits étrangers achetés au rabais, nous l'avons fait. Je crois même que tout autre gouvernement l'eût fait comme nous. J'irai plus loin. Pensez-vous que sir Walter Runciman a parlé à la légère? Pensez-vous que le Gouvernement qui compte parmi ses membres des libre-échangistes aussi fervents que ce dernier et que M. Samuel ont agi ainsi à la légère? Pourquoi l'ont-ils fait? Ils l'ont fait parce que tous les autres pays du monde avaient protégé leurs industries contre la destruction et ils ont dit: "Le moment est venu pour l'Angleterre de faire de même."

M. YOUNG: M. Samuel a-t-il dit cela?

Le très hon. M. BENNETT: Je dis que M. Samuel se trouve dans le gouvernement qui a fait cela.

M. YOUNG: A-t-il approuvé la chose?

Le très hon. M. BENNETT: Il n'a pas approuvé le tarif, mais il a approuvé la prohibition décrétée contre les importations; il n'a aucunement protesté contre cela. Voilà ce qui en est. Tous les pays du monde, sans exception, monsieur l'Orateur, sont dans cette situation. L'Angleterre a été le dernier pays à agir et elle est maintenant dans la même situation. L'Angleterre a inscrit un tarif dans ses lois.

Le très hon. MACKENZIE KING: Non pas contre les dominions.

Le très hon. M. BENNETT: Je vais parler de la conférence impériale... Oui, elle a [Le très hon. M. Bennett.]

décrité un tarif contre les dominions dans certains cas. Elle a adopté cette loi pour diminuer les importations.

Je me permets maintenant de citer une autorité éminente pour justifier ce qui a été fait. Cette lecture est plutôt utile, car l'auteur explique clairement la raison de cette action, il démontre qu'il n'existait pas d'autre moyen d'agir. Je me propose de lire cette citation à la Chambre, parce que c'est l'opinion réfléchie d'un homme qui fait grandement autorité, et je ne crois pas qu'il soit possible de s'exprimer plus clairement que ne le fait cet auteur. Quand il dit qu'il n'y a pas d'autre méthode possible, il est clair qu'il ne parle pas à la légère, car s'il existait quelque autre méthode, la population du pays l'aurait su. Je cite:

Malheureusement, presque toutes les conséquences de cette crise, qui a menacé les pays les uns après les autres du danger d'abandonner l'étalon-or, ou de manquer à leurs obligations étrangères, ou des deux à la fois, ont été d'aggraver la crise économique. Cela s'applique également aux nations qui s'efforcent encore de conserver l'étalon-or ou à celles qui l'ont abandonné. Quand le fardeau d'une balance défavorable épuise les réserves d'or et lorsqu'on ne peut plus obtenir de nouveaux crédits, on ne peut améliorer la situation qu'en renversant la balance de commerce, c'est-à-dire en réduisant les importations et en augmentant les exportations. Le premier résultat est obtenu au moyen de nouveaux tarifs et de prohibitions qui réduisent le marché mondial et causent une chute des prix, tout en provoquant des reprécipitations qui sont une continuation du même procédé. Le deuxième résultat, celui de l'augmentation des exportations, ne peut être obtenu... s'il est possible de le faire et au prix des plus grandes difficultés... que par des méthodes de vente désespérées et en acceptant tous les termes offerts, ce qui abaisse davantage les prix et provoque de nouveaux tarifs dans les autres pays. On a eu un exemple de ces résultats quand l'Allemagne a réussi à avoir un excédent d'exportations en 1930-1931; le délégué de la Suisse a fait une peinture très saisissante des réactions que cette politique a causées chez les pays voisins, à Genève, en septembre dernier.

Cependant, quelque désastreux que puisse être le résultat, il est extrêmement difficile de voir comment une nation pourrait faire autrement dans un cas d'urgence. Par exemple, nous voyons le comité financier de la Société des nations qui, après avoir, en 1924, conseillé en termes très énergiques à la Hongrie d'adopter une politique commerciale plus libérale, l'aviser en 1931 de réduire ses importations afin de diminuer la pression sur sa monnaie résultant des obligations considérables contractées annuellement à l'étranger, sans excédents d'exportations en retour.

En outre, vous relèverez le passage suivant dans le même article:

Pour ajuster la balance de commerce sans produire ce résultat, il eût fallu nécessairement que les pays, jouissant d'une balance favorable et d'un surplus d'or, eussent encouragé les importations en abaissant leurs tarifs et en modifiant leur circulation monétaire de façon à provoquer une hausse des prix. Mais cela eût eu